



Déclaration liminaire des élu-es CGT
Comité Technique Local du Morbihan
Réunion du 29 avril 2015

Monsieur le Président,

En France, les gouvernements successifs appliquent tous la même politique : cadeaux aux entreprises, austérité pour les salariés, gel des salaires, destruction des acquis sociaux et du droit du travail, de la protection sociale, des emplois publics et du service public.

Avec ce gouvernement, le pacte de responsabilité et la loi Macron organisent ces régressions en obéissant aux injonctions du MEDEF et aux exigences européennes de réduction des déficits.

Pour les fonctionnaires, cela se traduit par le gel du point d'indice depuis 2010 et au moins jusqu'à 2017, les baisses des promotions, la mise en œuvre du salaire au mérite par le déploiement progressif du RIFSEEP, des reculs en terme de rémunérations accessoires, comme le hold-up sur la prime d'intéressement aux finances publiques. Ou comme dernièrement, la suppression programmée de l'indemnité liée à la CSG.

À la DGFIP, la démarche stratégique en est la déclinaison désastreuse avec son cortège de suppressions d'emplois et de démantèlement du service public.

Votre plan pluriannuel d'adaptation du réseau, dont nous vous demandons toujours la communication, sera obligatoirement porteur de restructurations et destructions de services dans le Morbihan.

Les agents du département sont soucieux de l'avenir des missions de service public et de leur avenir professionnel. Ils exigent au minimum de la visibilité.

Par exemple, la fusion des SPF de Lorient annonce t-elle le rapprochement avec le pôle enregistrement ? Et dans quel délai ? Quel avenir pour le réseau, combien de trésoreries allez vous supprimer ?

La réduction des horaires d'accueil au public, à l'ordre du jour de ce CTL, nous permet de revenir sur les objectifs de la fusion DGI/CP.

Elle nous avait été présentée comme une merveille.

Les «fusionneurs» disaient placer l'usager et l'accueil au cœur des réformes. Et les managers mettaient une énergie débordante à nous convaincre à coup de certifications, de charte Marianne, de visites d'usagers/clients mystères, de spots de pub sur le guichet fiscal unique, d'affiches vantant le taux de satisfaction des citoyens en visite dans nos centres...

Quelques années plus tard, quel est le constat ?

A coup de suppressions d'emplois, 2.000 de plus en 2015, auxquelles il faut rajouter 3.000 vacances d'emplois, la DGFIP n'a plus les moyens d'assurer l'accueil du public.

Plutôt que de créer les emplois nécessaires, elle préfère restreindre les ouvertures.

Aujourd'hui, après le lessivage et l'essorage des budgets, des missions et des emplois, on mesure à quel point le sens du service et de l'accueil du public sont loin des préoccupations de la DGFIP...

Quel est le but recherché ? A l'évidence, pallier le manque de personnel dû aux

suppressions d'emplois successives et massives à la DGFIP.

De plus, cette question de l'accueil physique travaille nos décideurs : en effet, comment se fait-il que, malgré tous les efforts déployés en matière de promotion des nouvelles technologies, de la dématérialisation, le citoyen contribuable, ce récalcitrant, éprouve encore le besoin de venir à notre rencontre, dans nos centres ?

Un des buts est d'habituer les contribuables à ne plus disposer d'un accueil de proximité afin d'anticiper les futures fermetures de sites. Bercy cherche à réorienter les usagers vers des plates-formes téléphoniques, la communication par mail, de futurs centres de contact...

Ainsi, l'administration profite d'une situation toujours plus tendue pour essayer de faire valider par les agents une réforme régressive concernant les horaires d'ouverture.

En fait, l'hypocrisie est à son comble, après avoir vanté l'accueil, vous vendez la réduction des horaires d'accueil au nom de la prise en compte des difficultés rencontrées par les agents et de l'amélioration de leurs conditions de travail !

Ce sujet est à l'ordre du jour de ce CTL (en 2ème présentation), les élu-e-s CGT voteront à nouveau contre vos propositions. En remarquant d'ailleurs que la décision pour Lorient a été prise après la 1ère présentation. En cas de vote contre, il faudra à nouveau présenter votre projet pour Lorient.

Et ce n'est pas dans le rapport annuel que nous trouvons un mot sur les conditions de travail et les difficultés des agents à exercer correctement les missions.

Notre réseau est aujourd'hui en grave danger, les agents sont à bout et ils l'ont exprimé massivement lors de la journée de grève du 9 avril où 27% des agents du département étaient en grève en dépit de la disette salariale vécue depuis 6 ans.

Les taux de grévistes de certaines résidences et structures devraient d'ailleurs appeler votre attention tant ils sont révélateurs d'un ras le bol généralisé :

47% à Auray, 48% à Ploërmel, 30% à Lorient, 43% dans les SIE et PRS, 32% dans les SIP et CDIF, 29% dans la sphère contrôle fiscal (Brigades, BCR et PCE) etc. Nous saluons également ici les 2 A+ qui ont fait grève.

Aujourd'hui tout contribue à fragiliser la DGFIP dans ses missions et à la décrédibiliser aux yeux des usagers et des partenaires.

Les agents rejettent massivement vos réformes. Ils l'ont exprimé à maintes reprises y compris en vous interpellant directement à l'occasion du boycott du CTL emplois début janvier.

Ils vous ont exprimé leur attachement à leurs missions et au service public. Ils vous ont dit leur ras-le-bol des réformes qui se succèdent à un rythme effréné et de la dégradation de leurs conditions de travail.

Il faut, d'urgence, changer de cap !